



C_2016_062

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Affaires Juridiques et Commande
Publique

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:
Marchés publics -
Délégations
accordées au
Président et au
Bureau
communautaire**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain CAYMARIS pouvoir à Claude PIANETTI, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques LECOINTE

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Par différentes délibérations, le Conseil d'agglomération a donné délégation au Président et au Bureau communautaire d'une partie de ses attributions en application des dispositions de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de marché public.

Par une ordonnance du 23 juillet 2015 et un décret du 27 mars 2016, le gouvernement a transposé en droit français, avec effet au 1er avril dernier, la directive européenne du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics.

Cette nouvelle réglementation en matière de marché public nécessite une adaptation des règles de délégation initialement attribuées au Bureau communautaire et au Président.

Il est à noter que la nouvelle réglementation soumet les marchés de partenariat (ex contrat de partenariat) au droit des marchés publics. Toutefois, compte tenu de l'importance des projets généralement en jeu dans le cadre de ces montages contractuels, les marchés de partenariat sont exclus de la présente délibération et resteront de la compétence du Conseil d'agglomération.

Dans le cadre de cette nouvelle réglementation, il est proposé au Conseil d'agglomération de déléguer ses attributions en matière de marchés publics de la manière suivante :

I - Délégation accordée au bureau :

A - Dans le cas des marchés et accords-cadres définis à l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 passés selon l'une des procédures formalisées définies à l'article 25 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016, étant entendu que pour ce qui concerne les marchés et accords-cadres de travaux supérieurs à 2 500 000 € HT, ceux-ci seront soumis volontairement à une procédure formalisée, et dans le cas des marchés et accords-cadres de travaux compris entre 1 000 000 € HT et 2 500 000 € HT passés selon l'une des procédures adaptées prévues aux articles 27 à 29 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016.

Phase de préparation des marchés et accords-cadres :

- Détermination de la nature et de l'étendue des besoins à satisfaire avant tout appel à la concurrence : choix du mode de dévolution, choix du mode de passation, approbation des dossiers de consultation des entreprises,
- Détermination des indemnités pouvant être dues dans le cadre de la passation du marché et de l'accord-cadre.

Phase de passation des marchés et accords-cadres :

- Décision d'autorisation de signature des marchés et accords-cadres et avenants à ces marchés et accords-cadres quand les crédits sont inscrits au budget,
- Toute décision relative à la phase de passation et notamment décision relative à une consultation sans suite, choix des candidats admis à soumissionner et des attributaires.

Phase d'exécution et de règlement des marchés :

- Décision relative à l'exécution et règlement des marchés.

B - Adhésion et création de centrales d'achat au sens de l'article 26 de l'ordonnance n°2015-899

C - Constitution et adhésion aux groupements de commande prévus à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899, quelque que soit le mode de passation des marchés

Définition des modalités de fonctionnement des groupements de commande, quel que soit le mode de passation des marchés, et notamment le choix du coordonnateur, signature des conventions constitutives desdits groupements, et décision éventuelle de résiliation.

II - Délégation accordée au Président :

Dans le cas des marchés et accords-cadres définis à l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 passés selon l'une des procédures adaptées prévues aux articles 27 à 29 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016, étant entendu, *pour ce qui concerne les marchés et accords-cadres de*

travaux, que cette délégation est accordée pour les opérations inférieures à 1 000 000 € HT, et dans le cas des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Phase de préparation des marchés et accords-cadres :

- Détermination de la nature et de l'étendue des besoins à satisfaire avant tout appel à la concurrence : choix du mode de dévolution, choix du mode de passation, approbation des dossiers de consultation des entreprises,
- Détermination des indemnités pouvant être dues dans le cadre de la passation du marché et de l'accord-cadre.

Phase de passation des marchés et accords-cadres :

- Décision d'autorisation de signature des marchés et accords-cadres et avenants à ces marchés et accords-cadres quand les crédits sont inscrits au budget,
- Toute décision relative à la phase de passation et notamment décision relative à une consultation sans suite, choix des candidats admis à soumissionner et des attributaires.

Phase d'exécution et de règlement des marchés :

- Décision relative à l'exécution et règlement des marchés.

Ces délégations se substitueront à celles précédemment consenties en matière de marchés publics à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

En conséquence, et au vu de l'avis favorable de la Commission mixte « Administration générale et communication » et « Modernisation de l'action publique » réunie le 22 juin 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- modifier les délégations attribuées au Président et au Bureau communautaire en matière de marchés publics, étant précisé que ces délégations se substitueront à celles précédemment consenties en matière de marchés publics à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var